

L'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégiques (IRGES) est, en République Démocratique du Congo, le principal centre indépendant de recherche, de formation, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 2016 par le Professeur Kabwita Kabolo Iko, l'IRGES est un établissement d'utilité publique reconnu par les Arrêtés-Ministériels N°MIN.RST/CAB.MIN/054/2018 portant agrément des activités scientifiques et technologiques de l'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégiques et N°125/CAB/MIN/CA/PKB/2018 accordant avis favorable valant autorisation de fonctionnement de la Maison d'éditions IRGES.

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. Il associe, au travers de ses études et ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale et dispose d'un personnel-ressource capable de réfléchir largement sur les domaines indiqués et de proposer en forme textuelle et contextuelle des orientations, de la documentation et même des projets finalisés.

DOMAINES DE RECHERCHE

Prospections diplomatiques et géopolitique africaine
Organisations intergouvernementales et Intégration régionale
Etudes stratégiques sur le monde asiatique
Résolution des conflits, Conseil stratégique et prospection sur la paix et la sécurité
Pratique de négociation internationale et d'affaires
Droits humains et Droit humanitaire
Gender et Promotion des droits de la femme
Pratiques démocratiques et de bonne gouvernance
Communication, Coaching politique et Relations publiques
Marketing politique et leadership axés sur les résultats
Développement durable, Environnement et Ecologie
Management des projets nationaux et internationaux
Statistiques, Etudes économiques et sociales
Santé publique
Intelligence Artificielle et Télécommunications
Psychopédagogie

SERVICES OFFERTS

Formations
Réunions scientifiques
Gestion de projets
Revue Intelligence Stratégique
Accueil de stagiaires
Consultation d'experts
Bibliothèque numérique et en dur
IRGES éditions

L'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégiques (IRGES) est ouvert et intéressé vis-à-vis de toutes personnes, structures, institutions, entreprises ou organisations dont les domaines d'interventions et les services susmentionnés pourraient être de plus utiles à leur progrès, leur rentabilité, leur notoriété et leur reconnaissance populaire.

E-ISSN : 3006-5488 ; P-ISSN : 3006-547X
<https://doi.org/10.62912/JYTU3565>
www.revue-is.org



Maquette couverture : Editions IRGES Kinshasa-Gabrie

PARTENARIAT STRATEGIQUE USA-RDC

Enjeux, opportunités & appropriation effective

2026



3ème

GRANDE CONFERENCE

CORPS DE L'ELITE SCIENTIFIQUE DE L'UDPS
CES-UDPS

THEME

PARTENARIAT STRATEGIQUE USA-RDC

Enjeux, opportunités & appropriation effective

Du 22 au 23 Juin 2026 - HILTON KINSHASA

NUMERO SPECIAL

«La science au service au peuple»



**INSTITUT DE RECHERCHE EN GEOPOLITIQUE ET
D'ETUDES STRATEGIQUES**

Revue
Intelligence Stratégique

Vol. 009, Numéro Spécial, Juillet 2026

E-ISSN : 3006-5488, P-ISSN : 3006-547X

<https://doi.org/10.62912/JYFU3565>



Siège social : 292, avenue Mweka, Commune de Lingwala, Kinshasa, République
Démocratique du Congo.

Téléphone : +243 89 7175 074 ; 82 006 1696

E-mail : felly.lukunga@revue-is.org, article@revue-is.org, info@revue-is.org ;

Internet : www.revue-is.org ; www.irges.org

Europe : 59, Rue du Rhône, 1204 Genève, Suisse, + 41 22 810 88 68, Chambre de
Commerce Suisse-RD Congo, info@ccsc.ch



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques

Volume 9, Numéro Spécial

Juillet 2026

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/CES-UDPS0003>

www.revue-is.org

LES PARTENARIATS UNIVERSITAIRES RDC – ÉTATS-UNIS : UN LEVIER STRATEGIQUE POUR TRANSFORMER L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR CONGOLAIS

Prof. Jean-Marie KAYEMBE NTUMBA
Recteur de l'Université de Kinshasa

RÉSUMÉ

À l'heure où la connaissance, la recherche scientifique et l'innovation technologique déterminent la compétitivité des nations, les universités sont appelées à jouer un rôle central dans le développement économique et social. Pour la République démocratique du Congo, la modernisation de l'enseignement supérieur ne constitue plus une option, mais une nécessité stratégique. Cet article, issu de l'intervention du Recteur de l'Université de Kinshasa au panel « Science, Éducation et Technologie », dresse d'abord le diagnostic des défis structurels qui limitent l'efficacité des universités congolaises : massification des effectifs, insuffisance des infrastructures, faiblesse du financement de la recherche et gestion administrative encore largement analogique. Il présente ensuite une vision de transformation fondée sur la digitalisation intégrale de la gouvernance universitaire, la réorientation des formations vers l'employabilité, la recherche appliquée au service du développement et la mobilisation des alumni. Il démontre enfin que les partenariats académiques avec les universités américaines, échanges d'étudiants et d'enseignants, programmes conjoints de recherche, doubles diplômes, transfert de technologies et financement de projets scientifiques, constituent l'accélérateur le plus puissant de cette renaissance universitaire. Celle-ci est au service de l'émergence de la RDC.

Mots-clés : *enseignement supérieur, université, partenariats académiques, RDC – États-Unis, digitalisation, recherche scientifique, employabilité.*

ABSTRACT

At a time when knowledge, scientific research, and technological innovation determine the competitiveness of nations, universities are called upon to play a central role in economic and social development. For the Democratic Republic of the Congo, the modernization of higher education is no longer an option but a strategic necessity. This

article, based on the speech given by the Rector of the University of Kinshasa at the “Science, Education, and Technology” panel, begins by assessing the structural challenges that limit the effectiveness of Congolese universities: rapidly growing enrollment, inadequate infrastructure, insufficient research funding, and administrative management that remains largely analog. It then presents a vision for transformation based on the comprehensive digitization of university governance, the reorientation of degree programs toward employability, applied research in support of development, and the engagement of alumni. Finally, it demonstrates that academic partnerships with U.S. universities – including student and faculty exchanges, joint research programs, dual degrees, technology transfer, and funding for scientific projects – constitute the most powerful catalyst for this academic renaissance. This renaissance serves to advance the DRC’s emergence.

Keywords : *higher education, university, academic partnerships, DRC–United States, digital*

INTRODUCTION

La science, l'innovation et la coopération internationale sont aujourd'hui les moteurs de l'émergence des nations. Dans l'économie mondiale de la connaissance, la position d'un pays ne se mesure plus seulement à ses ressources naturelles, mais à la qualité de son capital humain et à la vitalité de ses institutions scientifiques. Les universités, qui produisent et transmettent le savoir, forment les cadres et irriguent l'économie en innovations, se trouvent au premier rang de cette compétition.

Pour la République démocratique du Congo, engagée dans un partenariat stratégique avec les États-Unis d'Amérique portant sur les minerais critiques, les infrastructures et la sécurité, la modernisation de l'enseignement supérieur ne constitue plus une option. Elle est la condition de possibilité de toutes les autres transformations. C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente contribution, qui met en évidence les défis auxquels sont confrontées les universités congolaises ainsi que les opportunités qu'offre une coopération académique internationale ambitieuse avec les universités américaines.

I. DES UNIVERSITÉS CONFRONTÉES À DES DÉFIS STRUCTURELS MAJEURS

L'enseignement supérieur congolais fait aujourd'hui face à plusieurs contraintes qui limitent son efficacité et son rayonnement. La première est démographique : la croissance rapide du nombre d'étudiants, portée par la jeunesse de la population congolaise, contraste avec l'insuffisance des

infrastructures universitaires, auditoriums, laboratoires, bibliothèques, résidences, dont la capacité n'a pas suivi la massification des effectifs.

La deuxième contrainte est financière. Le financement public de la recherche demeure très limité, bien en deçà du seuil de 1 % du PIB recommandé par l'Union africaine, ce qui prive les enseignants-chercheurs des moyens d'expérimentation, de publication et de mobilité scientifique. La troisième contrainte est pédagogique : les programmes de formation restent souvent éloignés des besoins du marché de l'emploi, produisant des diplômés dont les compétences correspondent imparfaitement aux attentes des entreprises et de l'administration. La quatrième contrainte, enfin, est managériale : la gestion administrative demeure largement fondée sur des procédures traditionnelles, notamment dans la conservation des archives, avec les risques de lenteur, d'opacité et de perte documentaire que cela comporte.

Ce diagnostic interne se double d'un retard comparatif préoccupant. Comme l'illustre la figure ci-dessous, le taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur en RDC demeure inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne et très éloigné de la moyenne mondiale. Cela est d'autant plus surprenant que la demande sociale d'éducation supérieure n'a jamais été aussi forte.

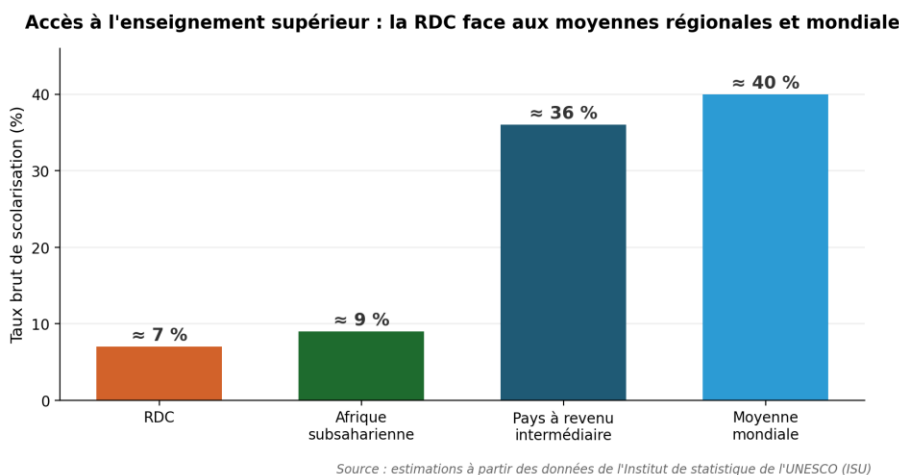


Fig. 1 — Taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur : la RDC en perspective comparée (estimations à partir des données de l'Institut de statistique de l'UNESCO)

À ces contraintes s'ajoute enfin l'exode des compétences : une part significative des meilleurs diplômés et enseignants-chercheurs congolais poursuit sa carrière à l'étranger, faute de conditions de travail et de perspectives scientifiques attractives au pays. Ce phénomène, s'il n'est pas inversé, transforme l'investissement éducatif national en subvention nette aux économies étrangères ; s'il est intelligemment géré, il peut au contraire devenir un atout, la diaspora académique constituant un pont naturel vers les institutions internationales de recherche.

Ces défis affectent directement la qualité de la formation, la production scientifique, l'innovation et la capacité des universités à accompagner durablement le développement national. Ils appellent une réponse systémique et non des ajustements à la marge : c'est tout le sens de la transformation présentée dans les sections qui suivent.

II. UNE TRANSFORMATION PROFONDE COMME RÉPONSE AUX DÉFIS

Face à cette réalité, une réforme structurelle des universités apparaît indispensable. Cette transformation repose notamment sur la digitalisation complète de la gestion académique, administrative et financière ; la modernisation des systèmes de gestion documentaire et des archives ; le renforcement des capacités de recherche scientifique ; le renouvellement progressif du corps académique ; le développement de filières innovantes répondant aux besoins de l'économie moderne ; l'amélioration des laboratoires, des plateformes numériques et des infrastructures pédagogiques ; le renforcement de l'engagement de l'université dans la résolution des problèmes de société.

L'université est ainsi appelée à devenir un véritable acteur du développement national plutôt qu'un simple lieu de transmission des connaissances. Ce changement de paradigme suppose une évolution des mentalités autant que des structures. L'enseignant-chercheur doit se percevoir comme un producteur de solutions, l'étudiant comme un futur créateur de valeur, et l'institution comme un partenaire des pouvoirs publics et du secteur productif.

III. VERS UNE UNIVERSITÉ ENTREPRENANTE, INNOVANTE ET OUVERTE SUR SON ENVIRONNEMENT

La vision présentée repose sur plusieurs axes stratégiques complémentaires. Le premier consiste à faire évoluer l'université vers un modèle plus entrepreneurial, capable de transformer les résultats de la recherche en innovations créatrices de

valeur économique et sociale. La gouvernance doit devenir plus moderne, plus performante et davantage orientée vers les résultats, avec des contrats d'objectifs, des indicateurs de performance et une reddition des comptes régulière.

Le second axe concerne la transformation numérique. La digitalisation des services universitaires permettra d'améliorer la qualité de la gouvernance, de renforcer la transparence, de simplifier les procédures administratives et de faciliter l'accès aux informations académiques et scientifiques. Cette modernisation passe également par l'informatisation de la gestion financière, des ressources humaines, des infrastructures et des centres de recherche. Elle prévoit également la mise en place de plateformes numériques intégrées couvrant l'ensemble du cycle de vie de l'étudiant, de l'inscription à la diplomation. Au-delà de l'efficacité administrative, la digitalisation constitue un instrument de lutte contre la fraude documentaire et un préalable à l'enseignement hybride, qui permettra d'étendre l'accès à la formation supérieure au-delà des campus physiques.

IV. DES FORMATIONS DAVANTAGE ORIENTÉES VERS L'EMPLOYABILITÉ

L'université de demain devra former des diplômés capables de répondre aux exigences d'un marché du travail en constante évolution. Cela implique une révision des curricula afin d'intégrer l'entrepreneuriat ; le management ; les technologies numériques ; les langues nationales et internationales ; les métiers liés à la transition énergétique ; l'économie verte ; et les nouvelles technologies.

Cette réforme des contenus doit s'accompagner d'une réforme des méthodes : pédagogie par projets, stages obligatoires en entreprise, apprentissage par la résolution de problèmes réels et implication de professionnels dans l'enseignement. Le développement de programmes de mobilité académique permettra également aux étudiants, chercheurs et enseignants de bénéficier des meilleures pratiques internationales et de constituer les réseaux scientifiques dont dépendra leur carrière.

V. UNE RECHERCHE SCIENTIFIQUE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

La recherche universitaire doit répondre aux préoccupations concrètes des populations et contribuer directement au développement du pays. Cette nouvelle orientation privilégie la recherche appliquée ; l'innovation technologique ; les collaborations interdisciplinaires ; les partenariats avec les entreprises ; les

coopérations avec les pouvoirs publics ; la valorisation économique des résultats de recherche.

L'objectif est de créer un écosystème où les découvertes scientifiques deviennent des solutions concrètes pour les secteurs de la santé, de l'agriculture, de l'environnement, de l'industrie, de l'énergie ou encore des infrastructures. À cet égard, l'Université de Kinshasa, qui possède dans le pays un potentiel interdisciplinaire unique avec ses facultés de médecine, de sciences, polytechnique et d'agronomie, pourra pleinement le valoriser par la mise en réseau avec les universités américaines.

VI. MOBILISER LA COMMUNAUTÉ DES ALUMNI

Les anciens étudiants représentent un capital humain considérable. Grâce à leur expérience professionnelle, leurs réseaux internationaux et leur expertise, ils peuvent activement contribuer au développement de leur université par le mentorat ; les investissements ; la recherche ; les partenariats ; le financement de projets ; et le rayonnement institutionnel.

La structuration de ce réseau constitue un levier stratégique pour accompagner les ambitions de transformation des universités. La diaspora scientifique congolaise établie aux États-Unis, au sein des universités, des hôpitaux et des entreprises technologiques, représente en particulier une passerelle naturelle pour les coopérations académiques entre les deux pays.

VII. LES PARTENARIATS INTERNATIONAUX : LA CLÉ DE LA RENAISSANCE UNIVERSITAIRE

Au cœur de cette vision figure le développement de partenariats stratégiques avec les universités américaines. Ces collaborations offrent plusieurs avantages : échanges d'étudiants et d'enseignants ; programmes conjoints de recherche ; transfert de technologies ; renforcement des capacités institutionnelles ; financement de projets scientifiques.

Concrètement, plusieurs modalités éprouvées peuvent être mobilisées : les jumelages interuniversitaires assortis de conventions-cadres pluriannuelles ; les doubles diplômes et les cotutelles de thèse, qui garantissent la reconnaissance internationale des formations congolaises ; les programmes conjoints de recherche sur des thématiques d'intérêt partagé, minerais critiques et matériaux de batteries, santé mondiale et maladies infectieuses, agriculture durable, intelligence artificielle ; les centres d'excellence cofinancés, implantés sur les campus congolais ; enfin, les programmes de mobilité soutenus par les dispositifs existants de la

coopération américaine, tels que les bourses Fulbright ou les initiatives de l'USAID en faveur de l'enseignement supérieur.

La réussite de ces partenariats exige toutefois une gouvernance rigoureuse : des comités mixtes de pilotage, des objectifs mesurables, une contribution congolaise clairement identifiée et une stratégie de rétention des talents formés, afin que la mobilité académique nourrisse le pays au lieu d'alimenter l'exode des compétences. Au-delà des bénéfices académiques, ces partenariats renforcent la diplomatie universitaire et favorisent l'intégration de la RDC dans les grands réseaux scientifiques internationaux, consolidant ainsi le volet « savoir » du partenariat stratégique entre Kinshasa et Washington.

CONCLUSION

La vision portée par le Recteur de l'Université de Kinshasa dépasse largement le cadre institutionnel de cette université. Elle propose un véritable projet de transformation de l'enseignement supérieur congolais, fondé sur l'excellence académique, l'innovation, la gouvernance moderne, la recherche appliquée et l'ouverture internationale.

Dans un monde où la connaissance constitue désormais la première richesse des nations, investir dans les universités revient à investir dans l'avenir du pays. Le renforcement des partenariats entre les universités congolaises et américaines apparaît ainsi comme un accélérateur de modernisation, permettant de former une nouvelle génération de diplômés, de chercheurs et d'innovateurs capables de relever les défis du développement durable, de la compétitivité économique et du rayonnement scientifique de la République démocratique du Congo.

Le moment est particulièrement propice : le partenariat stratégique entre Kinshasa et Washington crée, pour la première fois depuis des décennies, un cadre politique et financier dans lequel la coopération académique peut se déployer à grande échelle. Il appartient désormais aux universités congolaises de s'organiser pour saisir cette opportunité, en se dotant de bureaux de coopération internationale professionnels, en préparant des projets solides et en parlant d'une seule voix, afin que l'université congolaise prenne toute sa place dans la construction de la RDC de demain.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALTBACH, P. G., & SALMI, J. (Dirs.). (2011). *The road to academic excellence: The making of world-class research universities*. Banque mondiale.

-
- BANQUE MONDIALE. (2021). *Améliorer l'efficacité et l'équité des dépenses d'éducation en République démocratique du Congo*.
 - ETZKOWITZ, H. (2008). *The triple helix: University-industry-government innovation in action*. Routledge.
 - INSTITUT DE STATISTIQUE DE L'UNESCO. (s. d.). *Base de données sur l'enseignement supérieur*.
 - OCDE. (2019). *OECD science, technology and innovation outlook*. OECD Publishing.
 - SALMI, J. (2009). *The challenge of establishing world-class universities*. Banque mondiale.
 - UNESCO. (2021). *UNESCO science report: The race against time for smarter development*.